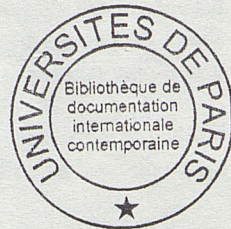


bulletin hebdo



Les Etats-Unis avaient planifié l'invasion du Nicaragua

Managua, 8 janvier, (ANN). La violation de la résidence de l'ambassadeur du Nicaragua à Panama, le 29 décembre, constitue le point culminant de la tentative des Etats-Unis pour créer les conditions qui justifieraient une invasion du Nicaragua.

Lorsque les troupes d'intervention ont encerclé l'ambassade du Nicaragua à Panama, le gouvernement nicaraguayen a répliqué en prenant les mêmes mesures, précisant qu'il réagirait de la même façon à toute action dirigée contre son ambassade. Le pentagone a vu là une possibilité de justifier une intervention contre le Nicaragua, et les dégâts politiques que cela provoquerait ont été jugés "assumables" par divers secteurs du gouvernement des Etats-Unis.

Les troupes qui assiégeaient le résidence de l'ambassadeur du Nicaragua le 29 décembre sous la direction d'un colonel, savaient parfaitement qu'il s'agissait d'un siège diplomatique, d'après les déclarations de l'ambassadeur Antenor Ferrey, qui a tenté en vain d'éviter le saccage de sa résidence.

Pendant plus d'une heure, le diplomate nicaraguayen a lutté pour empêcher l'action, tandis que le Nicaragua prenait

une série de contacts pour arrêter cette provocation. Le rôle du pentagone a été déterminant; il n'a pas hésité à tromper non seulement certains secteurs du gouvernement des Etats-Unis, mais aussi son ambassade au Nicaragua qui assuraient qu'il y avait certes un incident aux alentours de la résidence, mais que l'immunité de ce lieu serait respectée.

Dans une telle situation, la violation du domicile a été inévitable et le pas a été franchi: en toute illégalité, le personnel nicaraguayen jouissant de l'immunité a subi des menaces et des actes de violence. Les troupes ont également volé de l'argent et des documents, après avoir tiré sur la résidence.

Certains ont été très déçus, car ils espéraient qu'en riposte, le gouvernement nicaraguayen mènerait la même action contre la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Managua. Mais celui-ci a pris des mesures respectant le droit international en expulsant du personnel diplomatique et en réduisant les effectifs de l'ambassade des Etats-Unis.

Le gouvernement Bush, en représailles, a dénoncé l'existence d'armes dans la résidence, tout en reconnaissant que cette action était une erreur. La presse

des Etats-Unis a critiqué le "machisme stupide de l'action" et les représailles contre le Nicaragua n'ont pas pu être exécutées.

Le Nicaragua a estimé que le danger d'une action désespérée de l'administration des Etats-Unis existait. Pour se défendre contre la politique que Washington s'entête à poursuivre en Amérique centrale et en Amérique latine, le gouvernement a maintenu l'état d'alerte maximum décrété au moment de l'invasion du Panama.

SOMMAIRE

LA VIOLENCE ELECTORALE EN TANT QU'OBJECTIF POLITIQUE

RECONSTRUIRE ENSEMBLE L'ECONOMIE

L'INTERVENTION AU PANAMA : LA BETISE DU SIECLE

EL SALVADOR : DES JOURS DIFFICILES POUR L'EGLISE

40 P 11481



RECONSTRUIRE ENSEMBLE L'ECONOMIE

Par Rodolfo Mendoza

Managua, 26 dec (ANN). L'année qui s'est terminée a représenté une phase importante pour l'avenir de l'économie nicaraguayenne. 1989 a été marquée par la concertation et l'application d'une nouvelle méthode combinant une politique macro-économique plus efficace et la participation croissante des secteurs concernés au débat sur la conduite de la production nationale. Par ailleurs, 1990 s'ouvre par des élections générales susceptibles de permettre d'en finir avec la guerre et d'ouvrir une phase de reconstruction nationale.

Dans une entrevue accordée à l'ANN, Luis Carrión, Ministre de l'industrie et du commerce, fait le point.

ANN: Quel est le principal acquis après un an de concertation?

Luis Carrión: A mon avis, c'est un changement dans la nature des relations entre le gouvernement et les producteurs, marquées dans le passé par la confrontation, une communication limitée et le manque de confiance. Par la création de certaines instances de discussion avec les producteurs - comme les commissions agro-pastorales et le comité consultatif pour le secteur industriel - la gestion économique s'est démocratisée, ce qui est indispensable si l'on modifie le fonctionnement administratif en permettant une utilisation plus libre des leviers économiques. Dans la mesure où l'économie mixte s'affirme de plus en plus et où nous exerçons un meilleur contrôle macro-économique, il devient nécessaire de créer chez les producteurs des conditions subjectives qui permettent d'atteindre les objectifs qui ont été fixés.

ANN: Pourquoi la concertation a-t-elle concernée surtout le secteur privé?

Luis Carrión: La majeure partie de la production agro-pastorale, pour prendre un exemple concret, repose sur les décisions des producteurs privés, qu'ils soient petits, moyens ou grands, que ce soient des paysans en coopérative ou des propriétaires individuels. Il est donc logique que se produise une compénétration croissante entre le gouvernement et ce secteur. La concertation avec les producteurs privés se fonde sur la nécessité de forger une volonté nationale pour affronter, unis, les graves problèmes que nous connaissons. Elle se fonde aussi sur la conscience que l'apport de tous est nécessaire non seulement en travail et en ressources, mais aussi en sacrifices, pour développer l'économie et construire une société plus juste.

Je crois que l'art de la concertation réside dans le fait que chaque classe, chaque groupe a le droit de lutter pour ses intérêts à court terme, mais doit savoir les subordonner à la nécessité d'affronter la crise avec succès et

de relancer le développement national.

ANN: Quels ont été les points les plus importants de la concertation avec le secteur privé?

Luis Carrión: En ce qui concerne l'agriculture, où la dynamique a été la plus forte, les discussions ont tourné autour du thème du financement et du prix des produits agricoles, ainsi que sur celui de la liquidation des exportations. De plus, nous avons commencé un important débat sur les méthodes à adopter pour impulser certaines cultures, en faisant meilleur usage du fonds technologique prévu à cet effet dans les différents commissions. Nous estimons qu'il y a désormais une atmosphère de dialogue sur les possibilités qui s'offrent dans certains domaines entrés en crise sous l'effet des politiques macro-économiques, comme l'aviculture, le riz d'irrigation, et, pour l'industrie, la petite industrie.

ANN: Il semble que la discussion a eu deux aspects, l'un proprement technique et économique et l'autre politique.

Luis Carrión: En effet, la discussion a eu lieu sur deux plans, l'un pratique et l'autre que nous pourrions qualifier d'idéologique et où l'on a abordé des questions comme la remise des terres à leurs anciens propriétaires, la dénationalisation du commerce extérieur et du système financier. A ce propos, je ne voudrais pas fermer le dialogue; nous sommes à une étape de changements, nous avons fait des choses qui paraissaient impossibles il y a deux ans, comme la suppression du Système National d'Organisation du Travail et des Salaires ou la suppression du contrôle des prix. Si tout le monde est d'accord sur le fait qu'il ne convient pas du tout de dénationaliser l'exportation des produits fondamentaux, il y a cependant des divergences sur la question de savoir s'il est sensé ou logique de maintenir le monopole des importations.

ANN: Quel rôle revient à l'Etat en tant qu'entrepreneur dans la concertation nationale?

Luis Carrión: En tant qu'entrepreneur, dans les conditions que connaît le Nicaragua, l'Etat doit jouer un rôle décisif dans la promotion du développement économique et social. Il n'y a pas d'agents économiques qui puissent le remplacer.

Cependant, nous n'avons pas encore commencé à discuter sérieusement sur la meilleure façon de jouer ce rôle. Il faut se souvenir que l'Aire Propriété du Peuple s'est constituée à la suite de décisions de différentes natures et sans suivre un modèle, sans stratégie définie. Certaines propriétés sont passées sous le contrôle de l'Etat parce qu'on leur a appliqué le décret 3 (confiscation des biens de Somoza et de ses alliés, NDLT), d'autres terres occupées par des paysans, ou des usines occupées par des ouvriers qui accusaient les propriétaires de fraude et de décapitalisation, ont été expropriées dans le fracas d'une intense lutte de classe. Dans d'autres cas, on a estimé

qu'il fallait acheter certaines propriétés, car leurs propriétaires ne les exploitaient pas correctement. Toutes ces situations ne forment pas nécessairement un tout cohérent, c'est pourquoi l'Etat, en tant qu'entrepreneur, à des activités extrêmement diversifiées, dont certaines peuvent difficilement se justifier par une importance stratégique pour l'économie.

L'Etat entrepreneur peut exercer une action beaucoup plus efficace dans la mesure où nous défendrons des objectifs clairs et des domaines d'action bien définis, ce qui améliorerait également les relations de l'Etat avec le secteur privé.

ANN: Cela signifie-t-il que la structure de l'Etat va également changer?

Luis Carrión: Je crois qu'il faudrait non seulement un perfectionnement de la structure d'entreprise de l'Etat, mais aussi des institutions gouvernementales, afin que le gouvernement utilise ses forces plus efficacement pour la reconstruction économique et le développement.

ANN: Cette restructuration du gouvernement sera-t-elle l'objet d'une consultation nationale?

Luis Carrión: Quoique fasse l'Etat, il doit le faire publiquement et un changement ne peut être effectué qu'après un débat national, au cours duquel une position aura prévalu. Une telle restructuration ne peut être le fruit d'une décision prise derrière un bureau, mais d'un processus politique ouvert.

ANN: Peut-on parler d'une tendance à la privatisation?

Luis Carrión: Le mot privatisation a partout une connotation politique et idéologique assez importante et ce ne serait pas un terme heureux pour désigner la voie que nous allons bientôt explorer. Je pense que l'Etat ne doit pas continuer à administrer tout ce qu'il a en ce moment sous sa responsabilité. Mais il y a plusieurs possibilités: le transfert de l'administration des entreprises aux autorités municipales, qui désormais sont autonomes et ont un pouvoir de décision; le transfert de certaines entreprises au collectif de leurs travailleurs; ou la création de sociétés avec des entrepreneurs privés. En ce moment, il y a beaucoup d'entreprises mixtes, comme la fabrique de bière qui est administrée par l'Etat ou bien l'entreprise SACSA où l'Etat est un actionnaire minoritaire.

ANN: Quels obstacles a rencontré le processus de concertation avec les producteurs privés?

Luis Carrión: Nous ne ferions pas une évaluation exacte si nous omettions de dire que les dirigeants de certaines organisations regroupées dans le Conseil Supérieur de l'Entreprise Privée (COSEP) non seulement n'ont pas contribué à un bon déroulement de la concertation mais au contraire l'ont sabotée. Ces dirigeants n'ont pas su

distinguer leur rôle en tant que représentants de l'entreprise privée et leur fonction en tant que leaders politiques, si bien que le dialogue avec eux a été confus et s'est engagé sur des voies un peu stériles. Je pense qu'il est indispensable, dans l'avenir immédiat, que les organisations et les dirigeants comprennent qu'ils sont dans le même bateau que les autres, qu'ils ont des responsabilités envers leur pays et envers les membres de leurs organisations professionnelles, dont les intérêts, dans la plupart des cas, ne sont pas bien représentés.

ANN: Que se passera-t-il si après la victoire du FSLN aux élections ils gardent la même position?

Luis Carrión: Ces dirigeants n'auront alors aucune raison valable de continuer à saboter. Ce serait un suicide, puisqu'ils courraient le risque d'être remplacés par d'autres qui représenteraient réellement les intérêts légitimes de ce secteur.

ANN: Quel rôle ont joué les travailleurs dans la concertation?

Luis Carrión: Les travailleurs ont participé à travers leurs organisations à l'adoption des grandes décisions de politique économique. Ils sont partie intégrante de la concertation et ils ont joué un rôle actif dans les commissions nationales.

En ce qui concerne la défense du salaire, thème qui a provoqué pas mal de tensions, dans les entreprises en général elle repose sur la capacité de gestion et de lutte des organisations syndicales. Nous avons constaté que dans les principaux secteurs de la production le résultat de cette gestion est positif, puisqu'on a assisté à une amélioration du salaire réel, à l'exception des secteurs en crise profonde, comme certaines entreprises du textile et le secteur subventionné par l'Etat.

Les travailleurs de la petite industrie et du commerce ont été également sérieusement touchés, car ils sont disseminés et sans organisation et ils n'ont pas pu lutter pour améliorer leur situation.

ANN: Que va faire le gouvernement face à cette situation?

Luis Carrión: Nous devons faire plus pour renforcer la participation des travailleurs à la concertation, et cela a à voir avec une politique salariale qui jusqu'à présent dépendait de la capacité de gestion et de lutte organisée des travailleurs. Cela a provoqué l'apparition de tensions et de conflits qui dans l'immense majorité des cas ne se sont pas traduits par des grèves, mais qui ont affecté le rythme et les activités de production. Je crois à ce propos que la définition de salaires minimums légaux doit être un instrument de la concertation avec les travailleurs. En réajustant les salaires en fonction de l'inflation, on évitera leur détérioration systématique et on n'aura pas besoin de négocier.

ANN: Que représente l'expérience de la concertation pour le gouvernement?

Luis Carrión: Une façon de mener les politiques économiques et de les corriger en route, en tenant compte des multiples particularités de la réalité sociale et économique de notre pays.

Nous avons appris que les politiques économiques doivent être consistantes et durables, que les changements, même s'ils sont faits au bénéfice d'un secteur déterminé, provoquent l'incertitude et l'insécurité dans le comportement des agents économiques.

Nous devons reconnaître, de plus, qu'il faut développer la capacité des institutions à formuler des politiques particulières pour utiliser plus efficacement les leviers qui ont une influence sur l'économie. Nous avons l'expérience de l'incidence administrative, et il y a une certaine inertie dans le comportement des institutions.

Cette année nous a appris que plus la situation est transparente - non seulement dans un sens empirique, mais dans celui de l'information mise à la disposition de toute la société - plus le comportement des agents économiques est rationnel et plus grande est leur confiance. C'est seulement à partir de l'information objective et opportune sur ce qui se passe dans l'économie que l'on peut prendre des décisions sectorielles correctes. C'est pourquoi il est indispensable d'améliorer nos statistiques.

PANAMA: CHRONOLOGIE D'UNE AGRESSION

Managua, dec (ANN). L'invasion des troupes des Etats-Unis au Panama vient clore un chapitre d'agressions économiques, politiques et diplomatiques, entamé depuis la signature des traités Torrijos-Carter, le 7 septembre 1977.

Les accords sur le canal, souscrits par le président Carter et le général Omar Torrijos prévoient que le canal interocéanique sera rendu au Panama et que les troupes étasuniennes seront retirées du Panama le 31 décembre 1999 à midi.

Depuis le 1 octobre 1979, date d'entrée en vigueur des accords, le Panama a dénoncé au niveau international plus de cinquante violations aux accords signés par les deux pays.

En 1981, le général Omar Torrijos meurt dans un accident aérien provoqué par la CIA.

En mars 1982, les colonels fidèles à Torrijos, Manuel Antonio Noriega, Ruben Darío Paredes et Roberto Diaz nomment Paredes chef des forces armées.

En août 1983, Noriega se charge lui-même du commandement des forces armées et une loi constituant les forces de défense du Panama est promulguée.

En décembre 1985, le conseiller à la sûreté nationale du président Reagan exige du général Noriega qu'il s'engage dans une action armée contre le Nicaragua, ce que le Panama refuse.

En 1986, le gouvernement des Etats-Unis lance une campagne contre Noriega qui est accusé de trafic de drogue.

La crise au Panama démarre pratiquement le 25 février 1988, lorsque le président Erick Arturo Del Valle limoge le général Noriega de son poste de chef des forces de la défense, après qu'une cour de justice de Miami l'avait accusé de collaboration au trafic de drogue.

Le 26 février, l'Assemblée nationale, convoquée d'urgence, désigne un nouveau président du Panama, Manuel Solis, qui remplace E.A. Del Valle.

Le 27 février, Ronald Reagan proclame son soutien au président déchu et assure qu'il ne se lancera pas dans une intervention militaire.

Mars 1988.

Les Etats-Unis décident de geler tous les fonds et transferts en direction du Panama et ordonnent le blocage de la somme de presque sept milliards de dollars qu'ils devaient verser au Panama en paiement pour l'usage du canal.

Le 17 mars, un groupe d'officiers dirigés par le colonel Leonidas Macias, commandant de la police anti-émeute, fait une tentative de coup d'état qui avorte.

Le 18 mars, deux hauts fonctionnaires des Etats-Unis essaient de négocier avec Noriega son retrait du pouvoir, mais ce dernier refuse et déclare l'état d'exception.

La croisade civique (opposition de droite) lance un appel à la grève générale illimitée, tandis que l'armée panaméenne annonce l'expulsion de 18 officiers et d'un sergent qui avaient participé à une tentative de coup d'état.

Le président Manuel Solis décide de constituer un nouveau conseil des ministres et nomme sept ministres.

Avril 1989.

Le Panama accuse les Etats-Unis d'ingérence dans ses affaires intérieures et d'interférence dans le processus électoral.

Mai 1989.

Des observateurs internationaux affirment qu'il y a eu

fraude lors des élections présidentielles du 7 mai; l'ex-président Carter déclare que les agissements de Noriega sont en marge du cadre légal fixé pour les élections.

Le 10 mai, le gouvernement annule les élections avant de prendre connaissance des résultats finaux, et affirme qu'il y a eu fraude et ingérence internationale. Le candidat de la droite, Guillermo Endara et ses proches sont roués de coups dans les rues de Panama.

Le 11 mai, le président Bush envoie deux mille soldats en renfort des dix mille hommes armés qui sont stationnés dans la zone du canal.

Septembre 1989.

Le président provisoire du Panama, Francisco Rodriguez, prend possession de ses fonctions. Le général Noriega reste à la direction des forces de défense.

Octobre 1989.

Le 3 octobre un coup d'état militaire contre le général Noriega échoue.

Decembre 1989.

Le 15 décembre, le général Noriega affirme que son pays est en guerre contre les Etats-unis; l'Assemblée nationale le nomme chef de l'état et lui confère les pleins pouvoirs.

Le 16 décembre, des soldats panaméens tuent, lors d'un affrontement avec des militaires du commandement sud, un officier qui passait en voiture.

Le lendemain, la Maison blanche laisse entendre qu'elle pourrait prendre des mesures sévères contre le Panama à cause de la mort de cet officier.

Le 18 décembre, un officier des Etats-Unis tire, depuis une voiture, sur un policier panaméen et le blesse à un bras.

Le 20 décembre, le président George Bush déclenche l'intervention militaire et donne l'ordre de capturer le général Manuel Antonio Noriega, sous prétexte de préserver la vie des citoyens des Etats-Unis qui vivent au Panama.

L'INTERVENTION AU PANAMA: LA BETISE DU

SIECLE.

Par Roberto Garcia.

Managua, 7 janvier,(ANN). L'intervention des Etats-Unis contre la république de Panama, dans le contexte international actuel, est une maladresse qui restera dans l'histoire. Elle démontre l'incapacité du gouvernement Bush à appliquer la Perestroïka dans ses relations avec l'Amérique latine.

A l'heure où l'Union Soviétique essaie par tous les moyens d'assainir la situation dans le monde en faisant remarquer que l'humanité doit faire porter ses efforts sur l'amélioration de la qualité de vie des peuples, les Etats-Unis restent isolés dans leur conception interventionniste; ils se discréditent et renforcent au niveau politique la popularité de l'URSS et de ses propositions internationales.

Cependant, un élément peut encourager Washington à poursuivre sa politique géo-stratégique, en contradiction avec la nouvelle ligne adoptée par l'URSS: il s'agit de l'attitude de ses alliés d'Europe de l'Ouest qui, à l'exception de l'Espagne, n'ont pas dénoncé l'invasion.

Au contraire, quelques uns de ces pays ont encouragé l'intervention de l'URSS en Roumanie, mais la réponse de la grande puissance a été de respecter l'autonomie de ce pays voisin et de reconnaître le nouveau gouvernement issu de la révolution.

Pour justifier leurs nouvelles formes d'impérialisme en Amérique latine, les Etats-Unis utilisent maintenant le prétexte de la lutte anti-drogue et non plus celui de l'anti-communisme.

Ainsi ils peuvent compter sur des sympathies internationales.

Les spécialistes estiment qu'il n'est pas justifiable qu'un pays, qui dépense des millions de dollars pour son armement et ses forces armées, qui possède une haute technologie lui permettant de détecter avec précision des objectifs à plus de dix kilomètres d'altitude, soit incapable d'empêcher les petits avions à moteur ou les barques d'introduire la drogue sur son territoire. Les seuls avions invisibles au radar ont été inventés récemment par les Etats-Unis et sont très coûteux. On peut donc dire que l'introduction de la drogue dans le pays "arrange" la Maison Blanche; elle lui permet de justifier ses objectifs géo-stratégiques en Amérique latine, de maintenir une présence et de continuer ses interventions. La fin du commerce de la drogue serait la fin de l'ingérence des Etats-Unis en Amérique latine .

Les statistiques ont démontré que le pourcentage de drogués est très important dans l'armée des Etats-Unis. On en vient à la situation paradoxale de drogués combattant le trafic de drogue.

Au point de vue économique, alors que le budget de la Drug Enforcement Agency (DEA) chargée de combattre le trafic de drogue est en diminution, on dépense des centaines de millions pour entretenir des forces armées dans divers pays d'Amérique latine.

Au Panama, le gouvernement Bush n'a pas tant combattu la drogue que tenté de renforcer sa domination sur le pays du canal, de maintenir le commandement sud, ses bases et ses forces d'intervention. Il a liquidé l'allié qui lui a été un jour fidèle mais qui a refusé d'intervenir dans le conflit centraméricain, qui a brandi le drapeau nationaliste pour récupérer le canal et opté pour une autonomie dans ses relations internationales.

L'armée du Panama a été la créature des Etats-Unis; tant qu'elle a obéi aux ordres de l'empire, ils n'y ont pas touché.

Pendant le gouvernement Torrijos, les tendances nationalistes se sont consolidées, mais la mort du leader panaméen les a affaiblies.

Tant que Noriega n'est pas entré en contradiction avec les Etats-Unis, c'était un homme sympathique qui servait même de lien avec la CIA (qui fut d'ailleurs dirigée par l'actuel président Bush). Le Nicaragua a toujours donné son appui aux idéaux d'Omar Torrijos, à la lutte nationaliste du peuple panaméen qui, à un certain moment, semblait être incarnée par le général Noriega. Inévitablement, celui-ci est devenu l'interlocuteur pour cet appui au nationalisme panaméen.

L'intervention contre Panama a été condamnée, à l'exception de quelques positions serviles, comme une action qui remet en cause l'indépendance de l'Amérique latine. Cette condamnation reste bien rhétorique dans la mesure où il n'y a pas une union pour la défense de l'indépendance économique et politique.

Le vice-président Quayle fera prochainement une visite en Amérique hispanophone pour imposer la normalisation des relations et rappeler à chaque pays ce qu'il doit, ce qui pourra lui être prêté ou ce qui ne sera pas bloqué si les critiques contre l'intervention cessent.

Il est certes nécessaire que l'Amérique latine coordonne les mesures contre l'intervention militaire des Etats-Unis, mais il est encore plus urgent que se constitue le bloc économique qui permettra de négocier avec l'empire dans de meilleures conditions et de consolider ainsi l'authentique indépendance du continent latino-américain.

EL SALVADOR: DES JOURS DIFFICILES POUR L'EGLISE

Par Leo Gabriel (Apia), Repris de Pensamiento Propio no 66.

Managua, (ANN/PP/Apia). Ces dernières années, l'archevêque Arturo Rivera s'est efforcé de garder une position équilibrée par rapport à la gauche et la droite de son pays. Certains expliquent cette attitude par son amitié avec le président démocrate-chrétien José Napoleón Duarte, d'autres par les conseils du Vatican, qui essaierait d'éviter qu'il suive l'exemple de son prédécesseur, Oscar Arnulfo Romero, assassiné par les 'escadrons de la mort' à cause de son option pour les pauvres.

L'église du Salvador a été secouée une fois de plus. Le 26 novembre, au début de l'offensive du FMLN, 6 jésuites ont été assassinés pour avoir cherché une alternative à la polarisation des forces politiques plus aiguë depuis que le parti ARENA a pris le pouvoir. Au lendemain de la déclaration de José Maria Tojeira, supérieur provincial de la Compagnie de Jésus, dans laquelle il affirmait que les assassins des jésuites étaient les mêmes que ceux qui avaient tué Monseigneur Romero, un groupe de soldats de la première brigade prenait position en face de l'archevêché et clamait dans un mégaphone: 'Ellacuria et Marin Baro sont morts. Nous continuerons à tuer des communistes'.

Une semaine après ces incidents, l'archevêché où nous nous sommes entretenus avec Mgr Rivera y Damas est, semble-t-il, le seul refuge où les communautés chrétiennes se sentent plus ou moins en sécurité.

Leo Gabriel: Monseigneur Rivera, quelle est votre analyse politique de l'offensive militaire du FMLN?

Mgr Rivera : Cette offensive n'est certainement pas terminée. Je pense que le FMLN n'a pas obtenu ce qu'il souhaitait: la chute du président Cristiani et l'insurrection populaire. Cependant, les guerilleros ont démontré leur force militaire, qui devra être prise en compte lors du dialogue. Mais ils n'ont pas eu le soutien populaire nécessaire. Certes, ils ont l'appui de la population, mais il n'est pas assez puissant pour changer les choses.

L.G: Lors de vos efforts pour réunir les deux parties par le dialogue, avez-vous noté un durcissement de la position du gouvernement ou une volonté de prendre le dialogue plus au sérieux?

Mgr R: Au cours des contacts que l'église a eu avec le président, celui-ci a montré sa disposition à ne pas se refuser au dialogue. C'est une bonne attitude. Mais je ne sais pas ce qu'elle cache. Il s'est ensuite fermé au dialogue et je sais que la commission qu'il a chargée de dialo-

guer à pris des contacts avec diverses personnes pour être mieux informée et mieux préparée.

L.G: Dans quelle disposition se trouve le FMLN?

Mgr R: Nous n'avons pas eu l'occasion de l'évaluer, mais l'offensive nous prouve que le FMLN pense qu'il pourrait finalement réussir. Ceux qui ont pu parler avec eux nous ont dit qu'ils étaient optimistes car pour eux le test est positif.

L.G: Le FMLN a-t-il communiqué à l'église ses conditions pour un cessez-le-feu ?

Mgr R: Ils ne nous ont rien dit. Peut-être pensent-ils obtenir à la longue un territoire à eux. Mais ce n'est que pure spéculation de ma part.

L.G: Etes-vous d'accord pour associer les efforts de l'église à ceux de l'Organisation des Etats Américains?

Mgr R: La guérilla a proposé la médiation de l'église et de l'OEA. Comme le problème est politique, il requiert la participation d'un organisme doté d'un grand pouvoir politique.

De notre côté, nous avons un pouvoir moral qui a forcément une influence, mais nous ne sommes pas un pouvoir politique. C'est pour cela que nous avons pensé que nous pouvions unir nos efforts.

L.G: La situation de l'église est un autre sujet très important. Elle va peut-être avoir besoin, rapidement, elle aussi, d'une médiation, si les choses continuent comme ça. On a obligé des blessés à sortir d'une église, dans une autre on a enlevé des civils. L'église du quartier Mejicanos est cernée par des militaires et beaucoup de prêtres que je connais se sentent menacés. Que se passe-t-il?

Mgr R: On nous a dit qu'il allait y avoir des perquisitions dans les églises situées dans les zones de combats; ils veulent s'assurer qu'il ne reste rien. En ce qui concerne les refuges, c'est à San Roque qu'il y a eu des interventions. La première information, il y a quelques jours, signalait l'enlèvement par la police de 50 personnes. Aujourd'hui, les religieuses nous ont dit qu'elles avaient elles-mêmes conseillé à certains de sortir de l'église, ce qu'ils ont fait au moment où les militaires arrivaient; on en a conclu que ces personnes avaient été chassées. Ils ont également perquisitionné hier et nous ont prévenu à l'avance. Nous avons envoyé un évêque et un avocat pour qu'ils soient présents sur les lieux, mais le représentant de l'état-major n'était toujours pas arrivé à l'heure du couvre-feu. Ils ne sont donc intervenus que ce matin et on nous a demandé d'envoyer un des nôtres, car il y avait eu des actes de profanation dans l'église de Zacaril: un groupe de militaires a volé les objets consacrés. L'état-major a reconnu qu'il était préférable qu'un témoin assiste à l'inspection.

L.G: Est-ce que le FMLN a lui aussi profané des églises?

Mgr R: Ils en ont occupé quelques unes lors des combats, mais ils les ont abandonnées dès qu'elles ne leur servaient plus.

L.G: Avez-vous l'impression qu'une partie de l'armée ne vous considère plus comme juge mais comme partie prenante du conflit?

Mgr R: Sans doute, puisqu'il y a une 'forte présomption' (de la participation l'armée dans l'assassinat des jésuites, ndlt) pour utiliser le terme juridique qui figure dans les rapports d'enquêtes, et nous ne voudrions pas gêner les recherches. Pour nous, il est évident que ce sont des membres des forces armées qui ont tué les jésuites.

L.G: Des témoins l'ont-ils dit?

Mgr R: les circonstances ont prouvé qu'eux seuls ont pu le faire. Les témoins le disent également.

L.G: Que peut-on faire maintenant?

Mgr R: Aujourd'hui nous avons un contact avec le haut commandement avec le colonel Eliseo Lopez, nommé par eux, et nous l'informons de tous les problèmes. Monseigneur Rosa Chavez, que j'ai chargé de ce contact, me dit qu'il a donné des résultats. Nous avons obtenu la libération de quelques étrangers qui avaient été fait prisonniers. Je crois que seuls restent en prison ceux pour qui le test de la parafine (détection de traces de poudre, ndlt) a été positif.

L.G: Tout cela coïncide avec la fameuse lettre du procureur réclamant la destitution des évêques et des prêtres qui préchent la théologie de la libération...

Mgr R: Il ne faut pas y prêter beaucoup d'attention, même si ce n'est pas tout à fait innocent car on peut l'interpréter comme une sermonne, une menace pour nous.

L.G: Mais, finalement, est-ce que cette lettre a été envoyée?

Mgr R: Oui, même si l'attaché de presse du Vatican ne l'a pas reçue par les voies normales. C'est une lettre privée qui est devenue publique avant que son destinataire ne la réçoive. Le procureur a écrit à titre personnel en utilisant du papier officiel.

L.G: Cette attitude semble être en contradiction avec celle du président Cristiani. N'y a-t-il pas de divisions au sein du gouvernement ou dans l'armée?

Mgr R: Cela a toujours existé et par moment cette différence semble s'accroître. Je l'ai déjà dit dans la lettre de l'archevêché, lors de la prise du pouvoir de Cristiani.

Pour le président Cristiani, faire toute la clarté sur l'assassinat des jésuites pourrait être, entre autres, la grande occasion de se réaffirmer et de se blanchir.

EL SALVADOR: VERS LA FIN DE LA GUERRE

Par Ricardo Pino

Managua, 4 janvier (ANN). La dernière offensive militaire de la guérilla salvadorienne, déclenchée le 11 novembre dernier, a permis une modification des rapports de forces telle que la voie est maintenant ouverte pour une nouvelle étape: la fin de la guerre.

C'est ce qu'exprime le commandement général du FMLN dans son message de fin d'année adressé aux guérilleros et au peuple salvadorien, dans lequel il fait un bilan de l'année 1989 et indique les perspectives pour l'année suivante.

D'après ce message, la révolution salvadorienne doit être resituée dans un contexte international caractérisé par une crise mondiale qui se traduit par deux phénomènes: la crise du socialisme et la crise du capitalisme, qui "conditionnent fortement les événements dans le monde entier". Le dénouement de la révolution salvadorienne est donc beaucoup plus "complexe et délicat". Le commandement du FMLN précise que les transformations dans les pays socialistes d'Europe de l'est "ont confirmé deux valeurs fondamentales de notre époque: la démocratie et l'auto-détermination des peuples. (...) le système socialiste a ainsi prouvé qu'il était un système plus humain et davantage capable d'affronter les grands défis de l'humanité pour le prochain millénaire". D'après les chefs de la guérilla, la crise du capitalisme par contre "connaît sa pire expression en Amérique Latine". Le grave problème de la dette étrangère, le fléau de la drogue, la marginalisation croissante de grandes masses humaines et le recours à la force par les Etats-Unis pour intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays seraient les principales caractéristiques de cette crise.

"Les événements de la fin des années 80 nous conduisent à penser que la guerre fait partie de l'évolution du monde et de la transformation des sociétés qui aspirent à une meilleure coexistence entre les peuples et un meilleur développement".

Mais les révolutionnaires salvadoriens considèrent que s'il est vrai que les changements se précipitent dans d'autres régions de la planète, en Amérique Latine ils seront probablement plus lents, surtout parce que les Etats-Unis ont recours à la force et à l'invasion directe pour contenir la marche des mouvements sociaux.

"Tandis qu'en Europe de l'Est, les zones d'influence disparaissent pour faire place à l'auto-détermination des

peuples, l'empire étasunien se lance sur la voie contraire et s'accroche à sa domination neo-coloniale traditionnelle sur l'Amérique Latine et les caraïbes. Ce qui est en jeu au Salvador, ce n'est pas précisément le communisme ou le capitalisme, mais la démocratie et l'indépendance du continent." Le communiqué ajoute que c'est pour toutes ces raisons que le FMLN a cherché à forcer la définition de la situation en 1989, ce qui apparaît clairement à l'examen des résultats du bilan militaire global de l'année passée, mais surtout de l'offensive déclenchée le 11 novembre. L'ennemi a eu 2'455 morts et blessés, et de considérables pertes matérielles. De plus, la guerre a touché les villes salvadoriennes, y compris la capitale, qui était l'arrière-garde de l'ennemi. L'impact politique de l'offensive a porté la situation du Salvador au premier plan de la scène internationale. Le commandement de la guérilla estime que "les dix premiers jours de cette offensive ont démontré au monde quelles étaient les raisons de dix années de lutte". Ils ont aussi montré aux stratèges étasuniens que "tout ce qu'ils ont essayé de faire au Salvador n'a servi à rien pour stabiliser le projet auquel ils sont favorables", c'est-à-dire que toutes les tactiques et stratégies contre-insurrectionnelles appliquées n'ont pas pu empêcher le développement du mouvement guérillero et révolutionnaire salvadorien.

Le débat sur l'issue de la guerre est maintenant ouvert aux Etats-Unis même. Le commandement de la guérilla affirme que "c'est le plus grand succès de l'offensive déclenchée en novembre et de dix ans de lutte. (...) L'accumulation des forces politico-militaires a permis au FMLN d'avancer dans la définition d'un programme national pour le Salvador, qui suppose la prépondérance du pouvoir civil sur le pouvoir militaire, un état de droit, le pluralisme politique et les garanties de respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques."

COSTA RICA : DES CITOYENS SANS CITOYENNETE

Par Carlos Camacho, Repris de *Pensamiento Propio*

Managua (ANN/PP). Officiellement, le Costa Rica est un pays homogène au point de vue ethnique: tous ses habitants appartiennent au même groupe social, culturel et "racial". Ce serait de là que viendraient les racines de sa démocratie. La propagande de l'Institut Costaricain du Tourisme dit même que presque tous ses habitants "sont des descendants d'européens". C'est pour cette raison que la paix règne de longue date chez nous depuis 1942 et que s'est constituée une démocratie exemplaire de petits propriétaires ruraux, de petits et moyens entrepreneurs incapables de provoquer la violence ou l'exploitation et qui, en 1949, ont aboli l'armée de métier.

C'est pour tout cela que nous sommes différents du reste de l'Amérique centrale dont les racines indigènes ont en-

gendré la misère, l'ignorance, la violence, les guerillas et récemment des révolutions populaires totalement étrangères à la mentalité costaricaine. Voilà le discours officiel qu'on enseigne tous les jours à l'école et au collège, qu'on écoute à la radio et à la télévision, qu'on lit dans les journaux. Le costaricain se définit plus par opposition à l'Amérique centrale qu'en fonction de sa propre condition.

Cette position est évidemment erronée, elle reproduit l'idéologie au sens de la "fausse conscience"; elle masque la réalité et construit de toute pièce une réalité dont toutes les données sont fictives. C'est avec cette même virtuosité que la chaîne de télévision d'état a présenté un film documentaire préparé par un groupe d'étudiants et de professeurs de l'Ecole d'Architecture de l'Université de Costa Rica qui "prouvait" que les costaricains descendent des Atlantes, en discoriant, du point de vue historique, notre origine du reste de l'isthme centraméricain. C'était une manière de légitimer une alliance idéologique avec des gouvernements étrangers "blancs" qui intervenaient en Amérique centrale pour arriver à un modèle similaire à celui du Costa Rica, qui devrait être un exemple pour tous.

En réalité, il y a une grande hétérogénéité culturelle au Costa Rica, et non seulement au point de vue ethnique; les petits propriétaires agricoles sont de moins en moins nombreux et leur économie est plus vulnérable aux coûts portés par les programmes d'ajustement structurel; il y a eu autant de coups d'état que dans n'importe quel autre pays latinoaméricain; nous n'avons pas plus de relation avec les Atlantes que les Nuer d'Afrique ou les Pipiles du Salvador et la plupart des costariciens n'ont pas les yeux bleus.

Les peuples indigènes se sont opposés à cette idéologie raciste au cours de ce siècle, et avec plus de violence pendant les 40 dernières années. "Les indigènes sont appelés péjorativement 'les autres', 'ceux qui sont différents', comme s'il s'agissait de groupes qui détonnent au niveau culturel et qui sont en retard par rapport à la culture du pays. Ces stéréotypes et ces interprétations péjoratives, qui se sont échafaudées au sujet des indigènes, passent d'une analyse pseudo-scientifique de la présence indigène comme facteur déterminant du sous-développement latinoaméricain aux formes les plus variées du racisme." (Murillo Chaverri, 1986, 42).

L'existence des indigènes a été pratiquement niée au Costa Rica. En 1984, le Ministère du plan et de la politique économique, dans un rapport sur la population de la région nord du pays pour un programme de développement agricole, n'a pas inclus l'ethnie Maleku et a même affirmé que cette ethnie avait disparu; tout ceci pour éviter de devoir concevoir un programme qui prévoit une pluralité de stratégies en fonction du groupe cible.

L'organisme de financement du programme a alors été

obligé à recourir à des consultants, afin d'intégrer dans les diagnostics un groupe qui habite dans une réserve de presque 3000 hectares (Camacho Nassar, 1984).

Au Costa Rica, il y a aujourd'hui presque 25'000 indigènes (Tenorio Alfaro, 1988) qui habitent dans 21 réserves dont la surface totale atteint 300.000 hectares. Ils appartiennent aux ethnies Bribri -majoritaire-, Cabecar, Boruca, Terraba, Guaymi et Maleku. Ils conservent des structures socio-culturelles caractéristiques telles que la langue, la cosmogonie, l'organisation sociale et le système de production agricole. Les zones où habitent les indiens, qui sont restées relativement en marge de la colonisation agricole, se caractérisent par un univers symbolique particulier dont les rites sont appliqués seulement par ceux qui les perçoivent en tant qu'espace pour leur vie et leurs relations sociales. L'histoire et les conditions de vie actuelles de ces groupes indiens en ont fait des groupes subalternes, ayant un très faible degré de participation aux décisions qui les concernent en tant qu'indigènes et absolument aucune participation en tant que citoyens costariciens.

Le Costa Rica a commencé à constituer des réserves indigènes dans les années quarante, avec la promulgation de la loi générale sur les terres en friche. En 1954, la junte de protection des races aborigènes a été fondée pour créer cinq réserves. En 1961, un des objectifs de la loi sur les terres et la colonisation agricole était la réglementation de la propriété des terres des indigènes. En 1973, était constituée la Commission Nationale des Affaires Indigènes (CONAI), assemblée formée par des représentants du gouvernement, les municipalités et les organisations indigènes. En 1977, la loi indigène pour assurer la défense des droits des communautés sur la terre dans les réserves était publiée. D'après ce texte, les réserves appartiennent aux communautés indigènes et ne peuvent être découpées en parcelles, ni vendues, louées ou hypothéquées en faveur de personnes non indigènes. Par ailleurs les indigènes n'ont pas accès aux crédits hypothécaires du système bancaire national, auxquels peuvent théoriquement aspirer tous les citoyens costariciens.

Quand le gouvernement crée une réserve indigène, cela veut dire qu'une zone a été délimitée comme propriété indigène. La remise de la totalité de ce territoire à la communauté dépend de la disponibilité de fonds publics pour acheter les terres, de sorte que la liste officielle des réserves est seulement un espace théorique. Par exemple, de la réserve de Maleku (2.994 hectares), seulement 100 hectares appartiennent vraiment aux indigènes: le reste est constitué par de grandes propriétés foncières. Dans la réserve de Zapaton (900 hectares), presque 200 indigènes habitent au bord d'un chemin vicinal et ne possèdent pas plus de 30 hectares entre eux tous; ils travaillent comme ouvriers agricoles dans les fermes de personnes non indigènes sur le territoire de leur réserve, avec des salaires qui correspondent à 50 ou 65% du salaire normal d'un journalier non indigène. D'après le bu-

reau des réserves indigènes de l'Institut de Développement Agraire (IDA) (Vargas, Calvo et Moreira, 1988, 165), dans les réserves de Ujarras, Salitre et Cabagra, au sud du pays, les indigènes possèdent seulement la moitié des terres déclarées et ce pourcentage est en baisse constante.

Dans la pratique, il y a une contradiction évidente entre une structure juridique qui légitime une série de droits et une réalité dans laquelle ceux-ci sont constamment niés par un mécanisme selon lequel les terres indigènes ont été intégrées dans la frontière agricole et sont devenues la soupape de sécurité pour répondre à la pression sur la terre. L'épuisement de la frontière agricole qui a lieu dans les années 70 ne s'accompagne pas d'un processus de redistribution qui permettrait de fixer la population rurale croissante sur des terres exploitables. Au contraire, de 1962 à 1988, l'IDA a seulement remis 35.000 parcelles aux paysans sans terre (Camacho Nassar, 1989). Le paysan n'a donc pas d'autre moyen que d'envahir soit les grandes propriétés foncières sous-exploitées d'où il est promptement expulsé, puisque les propriétaires ont des titres de propriété en règle, soit les parcs nationaux, d'où il est également expulsé, soit les réserves indigènes, pour lesquelles les habitants ont très rarement reçu de titre de propriété et n'ont par conséquent aucun instrument juridique pour se défendre.

C'est pourquoi les régions où la pression sur la terre est la plus forte, se concentre sur les territoires des indigènes.

S'y ajoute la légitimation idéologique. Les indigènes exploitent leurs terres en utilisant un système de production agricole traditionnel adapté aux conditions de la forêt tropicale où ils vivent. Dans leur système, l'agriculture itinérante avec des jachères de courte et de longue durée est combinée avec des cultures maraichères tropicales et quelques cultures permanentes comme le cacao et le café. Cette forme de production a besoin de disposer d'une surface nettement supérieure à celle nécessaire à l'agriculture non indigène. Les agriculteurs non indigènes ont l'impression que les réserves sont des domaines sous-exploités, mais en réalité elles font partie d'un système d'exploitation des ressources naturelles complexe. De plus, la majorité des terres des réserves ne sont pas bonnes pour l'agriculture. L'argument de la sous-exploitation est toujours utilisé pour justifier les invasions de terres. Les systèmes agricoles occidentaux appliqués à des zones de forêt tropicale provoquent très vite la dégradation des sols et la destruction de la terre; c'est pourquoi on peut dire que certaines réserves (Salitre, Ujarras et Cabagra, par exemple) sont des zones de désastre écologique à cause de l'invasion de l'extérieur et du changement des pratiques agricoles des indigènes qui, face à la réduction de leur espace productif, doivent modifier leur système de production et adopter une agriculture sédentaire, sans pratiques de conservation des sols (Borge et Camacho, 1989).

Cette perte de la terre, en tant que base productive et en tant que catégorie symbolique, a accéléré la prise de conscience des communautés indigènes pour leur organisation : "Un indien sans terre est un indien mort. Personne n'ignore que nos terres sont menacées par des grands propriétaires qui spéculent avec la complicité de notre constitution et de nos lois; il y a de grandes compagnies étrangères qui guettent nos terres jour après jour." (Swaby et Al, 1983, 2).

La CONAI, dont la politique se situe dans la plus pure tradition indigéniste, n'a pas résolu les contradictions et ne s'est pas vraiment intéressée au projet que les communautés indigènes défendent en tant que peuple. Cet organisme - avec un budget minime - s'est attelé à la création d'une organisation communale dans les réserves qui n'a absolument rien à voir avec les traditions et les structures du pouvoir local, de sorte que l'activité de la CONAI est perçue comme étrangère aux intérêts et aux projets de la majorité des indigènes.

C'est pour cela qu'un projet contestataire a vu le jour; il s'agit de l'apparition de nouvelles organisations indigènes fondées sur les structures traditionnelles et sur les besoins de la conjoncture actuelle. Ces dernières années sont nées l'Association Indigène et la Maison de l'Indien, qui entretiennent des liens de coordination et de soutien politique et financier avec des organisations indiennes au niveau régional et international. Des organisations ont fait leur apparition aussi au niveau local chez les Bribri de Talamanca et les Guaymies du sud, qui revendiquent le droit de contrôle de leur propre développement. Carlos Borge et Victoria Villalobos (1986, 25) expliquent: "Ceux qui ont la responsabilité de guider ces peuples considèrent qu'il faut améliorer leurs conditions de vie; mais ils refusent toute conception et pratique développementiste qui renforcerait le processus de décomposition culturelle qui les a frappés par le passé... Ils parlent d'un développement intégré, adapté aux particularités culturelles et naturelles de ces peuples." Ces dernières années, surtout chez les Bribri de Talamanca s'est développé un projet productif et culturel qui stimule leur participation dans l'économie et à la société costaricaine en tant que citoyens jouissant de l'égalité politique et économique avec le reste de la société. C'est à cette fin qu'ils ont créé des organisations et conçu des projets comme celui de la construction de la Maison de la Culture, pour sauver et reproduire leur identité culturelle. Cette maison a été brûlée peu de temps après son inauguration par des groupes de cette réserve qui s'opposent à cette revendication culturelle et y voient une position anticatholique. La situation est complexe et appelle à une réflexion politique au sujet de cette population dont le droit à la terre et au statut de citoyen à été systématiquement bafoué.

Quelques chiffres illustrent l'inégalité qui frappe les indigènes. Dans le sud du pays, 2.000 Guaymies vivent dans les réserves de Abrojos, Conte-Burica, Coto Brus et Osa.

Ils habitent là depuis l'époque pré-colombienne et leur migration la plus récente vers ces lieux en provenance du Panama date de 1940 (Launrencich de Minelli, 1974, Borge et Camacho, 1989). La population issue de cette migration, qui vit sur le territoire Costaricain depuis presque un demi-siècle, n'a pas encore de papiers d'identité. Comme les indiens n'ont pas le statut légal de costaricains, ils ne peuvent pas exercer leurs droits en tant que citoyens, bien qu'ils possèdent leur réserve, ils ne peuvent pas voter aux élections, ils n'ont pas accès au crédit agricole et ils ne peuvent pas travailler. Une fois sortis de leur réserve, ils sont illégaux dans leur propre pays. La plupart des adultes Guaymies se sont affrontés à cette situation. On trouve une proportion moindre parmi les autres groupes indigènes, mais importante quand même, qui connaît le même sort.

Ces problèmes s'ajoutent à la pauvreté, au manque d'infrastructure scolaire, sanitaire, de communication et de transport et font des indigènes le groupe humain dont les droits sont les plus bafoués. En général les programmes des partis politiques ne vont pas au-delà d'une déclaration de principe et n'ont jamais proposé qu'un représentant indigène puisse se présenter comme candidat à une élection.

(Carlos Camacho est anthropologue, docteur en géographie (EHESS, Paris), professeur à l'École de Sociologie de l'Université nationale, consultant en développement rural).

DEUX RELIGIEUSES MEURENT DANS UNE EMBUSCADE DE LA CONTRA

Managua, 3 déc (ANN). Le premier janvier vers six heures du soir, un groupe de contras a attaqué une camionnette près de Rosita dans la Région Autonome de l'Atlantique Nord. Deux religieuses, Maureen Courtney, de nationalité étatsunienne, et Teresa Rosales, nicaraguayenne d'origine miskita, ont été tuées, tandis que l'évêque auxiliaire de Bluefields, Mgr Pablo Smith et une autre religieuse ont été blessés.

Maureen Courtney, qui conduisait le véhicule, a été tuée sur le coup par l'explosion d'une fusée RPG-7. Les autres victimes ont été atteintes par la pluie de balles qui a suivi ce premier tir. "Nous avons crié qui nous étions, mais personne ne s'est approché du véhicule", a expliqué l'évêque auxiliaire, qui a reçu la visite immédiate du président Ortega à l'hôpital militaire de Managua où il a été transporté. Le lieutenant colonel Juan Lorenzo Santana, chef de la septième région militaire, a révélé que l'armée savait que ce groupe, composé de 60 hommes, était en train de se déplacer. C'est pourquoi une opération de l'armée était en cours pour garantir la sécurité sur cette route. "Notre arrivée rapide à l'endroit d'où l'on entendait les tirs a empêché que les contras achèvent les blessés et mettent le feu au véhicule, comme il le font

d'habitude" a-t-il expliqué. Le responsable militaire a rappelé que c'est le même groupe qui a tendu une embuscade à un véhicule du ministère de l'intérieur dans la même région il y a trois mois, provoquant la mort de deux officiers de l'armée et blessant deux officiers du ministère de l'intérieur.

Le cardinal Miguel Obando y Bravo et de nombreuses personnalités religieuses ont condamné ce nouveau crime des mercenaires. Les victimes faisaient partie d'une commission religieuse qui visitait les communautés de la Côte Atlantique pour leur porter le message de l'évangile à l'occasion des fêtes de Noël.

Les attaques de la contra contre la population civile et les enlèvements n'ont pas cessé depuis la signature en août dernier des accords de Tela, qui ont été suivis d'infiltrations massives de mercenaires depuis les bases du Honduras. Après la levée par le gouvernement nicaraguayen du cessez-le-feu unilatéral début novembre, les bataillons de lutte irrégulière ont progressivement repoussé vers le nord les groupes de contras qui s'étaient surtout concentrés dans la Vème région, au centre du pays. C'est donc principalement dans les départements du nord que les mercenaires attaquent, d'autant qu'il s'agit de zones où est cultivé le café, culture stratégique pour l'économie dont la récolte a commencé il y a quelques semaines.

LA VIOLENCE ELECTORALE EN TANT QU'OBJECTIF POLITIQUE

Par Sergio Ferrari.

Managua, 4 janv. (ANN). A seulement 50 jours des élections, on assiste à une recrudescence inquiétante de la violence. En 48 heures seulement, on a enregistré deux agressions contre des dirigeants de quartier de Managua, un attentat mortel contre un militant sandiniste à Jinotega et l'assassinat de deux religieuses dans la région de l'Atlantique Nord.

Dans le quartier populaire de Ciudad Sandino, à 13 kilomètres de Managua, Concepción Perez et Lorena Lezcagno ont été agressées par un groupe de sympathisants de l'UNO, dirigé par Cesar Flores, ancien garde somoziste au service de la coalition de droite. Ces deux personnes étaient des militants de quartier particulièrement actifs dans les campagnes de santé, l'éducation pour adultes et dans d'autres projets soutenus par des organismes internationaux.

Quelques heures plus tard, Tomas Salgado était assassiné à Jinotega. Il s'agissait d'un militant sandiniste engagé dans le travail avec les paysans et dans la campagne électorale. Il a été tué par un groupe de la "résistance nicaraguayenne" qui s'était infiltré jusque dans les faubourgs de cette ville.

La veille, l'opinion publique nicaraguayenne avait été bouleversée par l'assassinat de deux religieuses dans la région de l'Atlantique Nord.

Peu avant la fin de l'année, les dirigeants sandinistes avaient dénoncé l'existence d'un plan d'infiltration de 3000 contre-révolutionnaires prévu pour les mois de décembre et janvier dans le but de gêner le processus électoral. Quelques jours avant, l'UNO avait refusé de signer un document souscrit par toutes les autres forces électorales qui s'engageaient à respecter les règles du civisme - afin de mettre fin à la tension dans la campagne électorale à la suite des événements de Masatepe, où des manifestants de l'UNO avaient tué un sympathisant du FSLN.

Au cours des trois premiers jours de l'année 1990, on constate donc une considérable augmentation des actions militaires de la contra et des agressions de l'UNO, qui cherche à troubler le climat politique et à installer la violence. Elle tente aussi de provoquer chez les sandinistes des réactions qui seraient utilisées par la suite comme argument pour jeter le discrédit sur les élections.

D'autre part, cette recrudescence de la violence de l'opposition/contra coïncide avec une nouvelle étape de la tactique adoptée par l'administration Bush. La Maison Blanche n'a pas réussi à discréditer les élections, pas plus que leur mécanisme ou les institutions qui y sont liées (comme le conseil suprême électoral); d'autre part, les rapports des observateurs de l'OEA et de l'ONU sur les premières étapes de la campagne sont positifs. C'est pourquoi toutes les armes (politiques et militaires) sont maintenant tournées vers le sabotage des élections et la provocation afin que les sandinistes adoptent des mesures fortes et commettent éventuellement des erreurs politiques, ce qui invaliderait les résultats du 25 février.

La violence électorale coïncide également avec la publication de nouveaux sondages indiquant que le nombre des indécis diminue et que les intentions de vote favorables au FSLN augmentent.

Cela confirme l'hypothèse selon laquelle cette violence ne profite qu'aux perdants éventuels, qui masqueraient ainsi par les jets de pierre et par les armes leur isolement face aux urnes.

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 505-2-2'44'69 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

JA/PP

8034 Zürich

abonnement-poste

imprimé à taxe réduite